

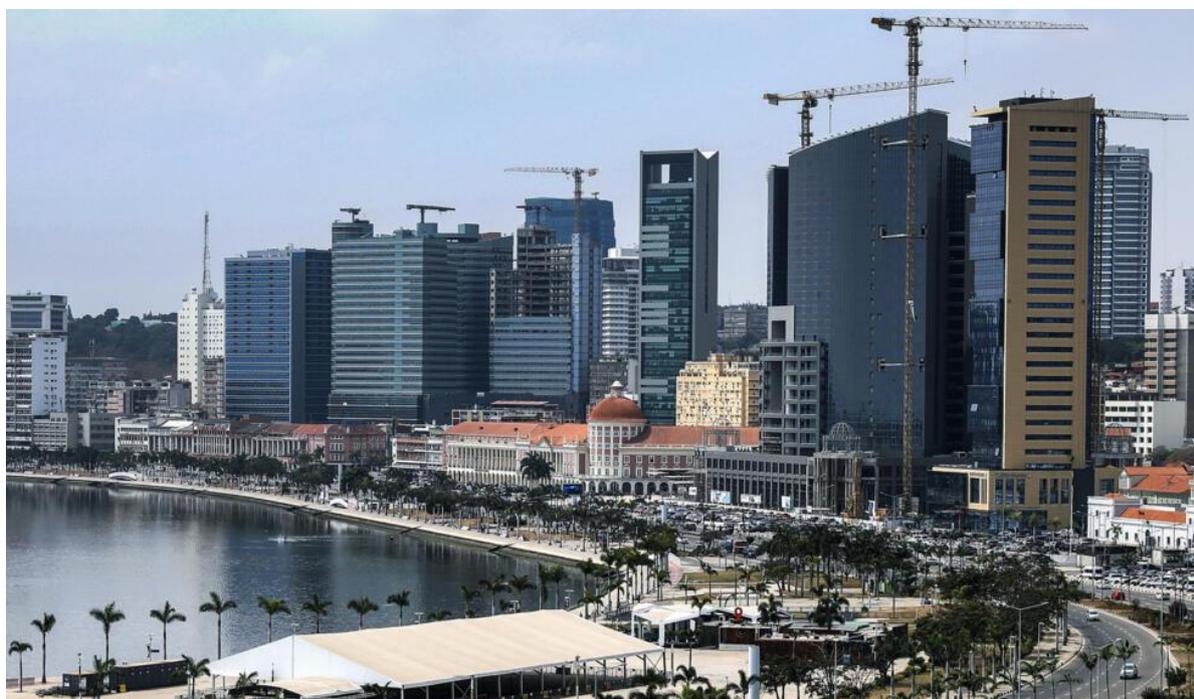
Conflit dans l'est de la RDC: peut-être un accord en vue pour neutraliser les FDLR

A propos du conflit dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), la cinquième réunion ministérielle entre la RDC et le Rwanda, sous la médiation de l'Angola, s'est achevée, dans la nuit de samedi à ce dimanche 13 octobre, à Luanda. Contrairement à la session précédente, celle-ci s'est déroulée dans un climat plus détendu, selon des sources de la médiation.

Publié le : 13/10/2024 Modifié le : 14/10/2024 - 13:50
Par : RFI

Avec notre correspondant à Kinshasa, **Patient Ligodi**

<https://www.rfi.fr/fr/afrique>



Vue de Luanda, où s'est tenue la cinquième réunion ministérielle entre la RDC et le Rwanda, sous la médiation de l'Angola (image d'illustration). LUSA - AMPE ROGÃ%RIO

Cette fois-ci, les ministres des Affaires étrangères ont fait preuve de plus de conciliation. Ils ont notamment évalué les derniers développements - depuis leur rencontre du 14 septembre - et ont rappelé la nécessité, pour toutes les parties, de respecter le cessez-le-feu en vigueur, depuis le 4 août.

Il y a environ une semaine, Huang Xia, envoyé spécial de l'ONU pour la région des Grands Lacs, indiquait que des progrès avaient été réalisés dans l'identification des éléments constitutifs d'un accord éventuel. Cette cinquième réunion ministérielle était donc perçue comme une opportunité, après le tête-à-tête avorté des présidents congolais et rwandais à Paris.

Selon la facilitation angolaise, les délégations sont parvenues, cette nuit, à un accord sur la mise en œuvre d'un plan harmonisé de neutralisation des Forces démocratiques de

libération du Rwanda (FDLR), groupe rebelle qui représente l'une des principales préoccupations du Rwanda.

En contrepartie, Kinshasa a obtenu un engagement pour la levée des mesures de défense adoptées par Kigali, c'est-à-dire le retrait d'environ 4 000 militaires rwandais déployés sur le sol congolais. Toutefois, aucun calendrier précis n'a encore été communiqué pour la mise en œuvre de cet accord.

Les ministres ont par ailleurs chargé la facilitation angolaise de préparer un document stratégique, appelé Concept des opérations (Conops), qui fixera les modalités de mise en œuvre du Plan harmonisé convenu par les parties.

Ce concept doit être finalisé d'ici au 26 octobre, à partir des contributions des deux parties, pour répondre aux préoccupations de chacune.

Aussi, une rencontre entre les experts des trois pays est programmée pour le 30 octobre à Luanda. Cette réunion permettra d'examiner et valider le Conops élaboré par la facilitation angolaise. Elle sera utile pour harmoniser les actions à entreprendre et convenir des moyens techniques pour appliquer le plan sur le terrain.

Pour garantir une transparence dans les mouvements de troupes et éviter les provocations, chaque pays est appelé à soumettre, d'ici à ce 15 octobre, les noms des officiers de liaison qui feront partie d'un Mécanisme de vérification adhoc renforcé.

Ce mécanisme sera lancé officiellement à Goma au plus tard le 5 novembre, avec pour mission de surveiller le respect du cessez-le-feu et les engagements de chaque partie.

Les ministres se retrouveront à une date qui sera déterminée après la réunion des experts. Ils examineront le rapport de mise en œuvre du **Conops** et valideront les étapes finales pour pérenniser le processus de paix.

Sur le terrain, les combats semblent s'être calmés, ces derniers jours, mais la tension reste palpable. Des actes de violations des droits de l'homme se poursuivent.

« Il se pose un problème de divergence conceptuelle de la menace que constituent et font peser les FDLR [Forces démocratiques de libération du Rwanda, groupe rebelle hutu formé à l'origine d'anciens génocidaires rwandais, NDLR] sur le Rwanda. Parce que, pour la RDC, cette menace est tactiquement très faible du fait que les combattants génocidaires sont soit morts, soit très âgés, pour combattre aujourd'hui le Rwanda. Tandis que pour le gouvernement rwandais, les FDLR constituent une menace à la fois stratégique et tactique du fait de leurs descendants armés, façonnés à l'idéologie génocidaire, implantés communautairement dans plusieurs coins et recoins dans l'Est de la RDC. Donc, il y a un problème de divergence là-dessus, ne contribuant donc pas à une convergence des vues, du point de vue opérationnel et tactique sur la neutralisation, voire l'éradication, des FDLR. Et ceci ne permet donc pas au processus de Luanda d'avancer notamment pour le règlement du dossier du M23. Idéalement, il me semble que le facilitateur pourrait retirer le dossier FDLR du processus de Luanda et le réinscrire dans le processus de Nairobi qui resterait à redynamiser. »